



Communiqué de presse

45/22

Montreuil, le 24 mai 2022.

La Santé et l'Action Sociale ont un besoin vital de changement, la recette du gouvernement c'est la continuité à la sauce Bourguignon !

La Fédération CGT de la Santé et de l' Action Sociale a appris comme le reste de la population la désignation des nouveaux membres du gouvernement proposée par la nouvelle Première ministre, et notamment la nomination de Madame Brigitte Bourguignon, Ministre de la Santé et de la Prévention, et de Monsieur Damien Abad, Ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées.

D'emblée, le gouvernement fait le choix de séparer les revendications du sanitaire, du social et du médico-social, alors même que notre fédération réaffirme sa première exigence d'obtenir un grand service public de la santé et de l'action sociale. Ce choix délibéré ne peut que nous inquiéter sur d'éventuelles velléités de privatisation de tout un secteur des activités et des services rendus aux usagè.r.e.s.

Rappelons nous, d'abord ministre déléguée chargée de l'Autonomie auprès du ministre des Solidarités et de la Santé Monsieur Olivier Veran, Madame Brigitte Bourguignon est nommée depuis ce vendredi au nouveau ministère de la Santé et de la Prévention, et cela dans un contexte où elle a été confrontée au scandale ORPEA, dont elle ne semble pas avoir, en tant que ministre, réussi à prévenir et empêcher les dérives. Ce groupe, et d'autres dans le secteur privé lucratif, ont abusé de fonds publics et maltraité les personnes âgées accueillies dans leurs établissements, ainsi que les personnels qui y travaillent.

Madame Bourguignon a voté toutes les lois et mesures du précédent quinquennat qui ont mis à mal l'hôpital public et les établissements du sanitaire, médico-social et social et ont plongé les personnels dans la colère et l'épuisement.

C'est un très mauvais signe envoyé à tous les salarié.e.s de ces secteurs d'activités et à la population, qui ont exprimé l'importance de revoir la politique de santé et d'accorder des moyens supplémentaires à notre système de santé et de protection sociale. Il semble que le président de la République n'ait pas entendu ce qui a été porté par les usagè.r.e.s et les professionnel.le.s lors de l'élection présidentielle, et qui continue de l'être lors de la campagne des législatives qui vient officiellement de commencer.

Nous espérons que ce nouveau gouvernement ne soit qu'en CDD jusqu'aux prochaines élections législatives qui devront se traduire par une majorité parlementaire au service de l'amélioration des droits sociaux, de santé de la population et de celle du monde du travail .

La CGT continuera à mettre la pression et se mobilisera avec les travailleuses et travailleurs pour faire entendre et faire gagner les légitimes revendications des personnels.